

Lettre ouverte – opinion

Et si nos bâtiments étaient au cœur des élections?

À l'approche des prochaines élections, la question des tarifs risque d'occuper le devant de la scène, aux côtés du logement, du coût de la vie et de l'économie. On parlera de pouvoir d'achat, de compétitivité et de capacité d'adaptation. On parlera moins de ce qui relie pourtant tous ces enjeux : les bâtiments et les milieux dans lesquels nous vivons.

Notre logement influence notre facture d'énergie et notre confort. Notre école agit sur la santé et la réussite de nos enfants. Notre lieu de travail a un impact sur notre bien-être. Nos quartiers déterminent en partie notre mobilité, notre accès à la nature et notre exposition aux chaleurs extrêmes. Nos infrastructures, elles, doivent pouvoir résister aux événements climatiques qui se multiplient.

Autrement dit, la manière dont nous construisons et rénovons le Québec a des conséquences très concrètes sur notre quotidien.

Et nous sommes à un moment charnière.

Nous devons construire davantage de logements, moderniser des infrastructures vieillissantes et réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Nous devons aussi nous préparer à des vagues de chaleur, à des pluies plus intenses et à d'autres événements climatiques qui mettent déjà nos collectivités à l'épreuve.

Chaque dollar investi dans un bâtiment ou une infrastructure aujourd'hui engage donc le Québec pour des décennies. La question n'est plus de savoir s'il faut construire, mais comment nous voulons construire.

C'est pourquoi l'environnement bâti doit occuper une place beaucoup plus importante dans les choix qui seront faits au cours de la prochaine campagne électorale.

Passer des intentions à l'action

Depuis plus de 20 ans, Bâtiment durable Québec rassemble des acteurs de l'immobilier, de la construction, de l'aménagement et de l'environnement qui travaillent à faire évoluer les pratiques. Nous constatons une chose : les solutions existent. Le Québec dispose d'une expertise, d'entreprises innovantes et de professionnels capables de faire mieux.

Ce qui manque trop souvent, c'est la cohérence et la volonté d'accélérer le passage à l'action. Nous demandons donc aux partis politiques de prendre des engagements concrets autour de quelques priorités.

Premièrement, accélérer la décarbonation des bâtiments. Il faut donner un véritable coup d'accélérateur à la rénovation énergétique des bâtiments existants et relever progressivement les exigences applicables aux nouvelles constructions.

Deuxièmement, tenir compte de l'ensemble du cycle de vie des bâtiments. Les choix de matériaux ont des conséquences environnementales qui dépassent largement la période de construction. Les politiques publiques et les programmes d'aide doivent donc mieux prendre en compte les émissions liées aux matériaux, leur durabilité et leur potentiel de réemploi.

Troisièmement, préparer nos bâtiments et nos infrastructures au climat de demain. L'adaptation aux changements climatiques ne peut plus être une considération secondaire. Les risques climatiques doivent être intégrés dès la planification et la conception des projets.

Quatrièmement, faire de la qualité des milieux de vie un objectif en soi. Un bâtiment durable n'est pas seulement un bâtiment qui consomme moins d'énergie. C'est aussi un bâtiment confortable, sain et accessible, intégré à un quartier où il fait bon vivre.

Enfin, utiliser le pouvoir d'achat et le pouvoir réglementaire de l'État pour accélérer le changement. Les exigences réglementaires, les programmes d'aide et les investissements publics doivent envoyer un message cohérent : les meilleures pratiques doivent devenir progressivement la norme, et non demeurer l'exception.

Construire mieux, c'est mieux investir

Il serait pourtant réducteur de voir ces mesures uniquement comme des politiques environnementales.

Un bâtiment plus performant peut coûter moins cher à exploiter. Une meilleure conception peut améliorer le confort et la santé de ses occupants. Une infrastructure mieux adaptée peut éviter des coûts importants lorsqu'un événement climatique survient. Et une industrie qui développe des solutions innovantes crée des emplois et renforce notre compétitivité.

Le bâtiment durable n'est donc pas une dépense supplémentaire : c'est une façon de mieux investir. Nous avons souvent tendance à opposer environnement et économie, ou transition écologique et qualité de vie. L'environnement bâti montre qu'il est possible de faire autrement.

Le Québec devra investir massivement dans ses logements, ses bâtiments et ses infrastructures au cours des prochaines années. Faisons de ces investissements un choix pour l'avenir plutôt qu'une occasion manquée.

Les bâtiments que nous construisons aujourd'hui seront encore debout lorsque les gouvernements qui les auront autorisés ne seront plus au pouvoir. C'est précisément pour

cette raison que les décisions prises maintenant doivent dépasser le prochain cycle électoral.

Le prochain gouvernement aura l'occasion de faire de l'environnement bâti un véritable levier de transition — pour réduire nos émissions, mais aussi pour améliorer notre qualité de vie, stimuler notre économie et rendre nos collectivités plus résilientes.

Construire le Québec de demain, c'est aussi décider aujourd'hui dans quel Québec nous voulons vivre.

—

Hugo Lafrance, LEED Fellow, WELL Faculty
Président du conseil d'administration, Bâtiment durable Québec
Directeur stratégies durables, Lemay